20251211 InfoMigrants

https://www.infomigrants.net/fr/post/68677/on-ne-peut-pas-laisser-sa-tente-ouverte-sinon-les-rats-vont-rentrer--a-lyon-environ-250-mineurs-non-accompagnes-vivent-a-la-rue

Grand angle

Un MNA dort dans l'église Saint-Polycarpe, le 9 décembre 2025, à Lyon. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

"On ne peut pas laisser sa tente ouverte sinon les rats vont rentrer" : à Lyon, environ 250 mineurs non accompagnés vivent à la rue

Par Romain Philips

Environ 250 mineurs non accompagnés en attente d'une réponse à leur recours pour faire reconnaitre leur minorité vivent dans un campement dans des conditions de vie insalubres depuis janvier à Lyon. Suite à plusieurs nuits glaciales, quelques dizaines ont trouvé refuge dans une église du quartier. Reportage.

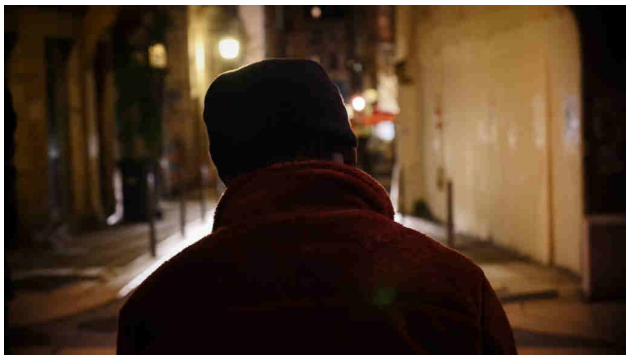
Les jeunes entrent pas à pas dans l'église Saint-Polycarpe, dans le quartier de la Croix-Rousse de Lyon, dans le sud-est de la France. Ils récupèrent couvertures et matelas puis s'installent discrètement dans les allées. Un jeune, caché sous sa couverture beige, s'endort au pied d'un confessionnal. Tous les soirs depuis le 23 novembre et les températures négatives qui ont marqué cette semaine, c'est le même rituel. Des dizaines de jeunes - qui se disent tous mineurs - et qui vivent habituellement au campement du jardin du Chartreux viennent se réfugier dans l'édifice religieux, à quelques kilomètres de leur lieu de vie. "Ils sont entre 60 et 90 à dormir ici chaque soir", précise Cédric, membre du collectif Soutiens/Migrants Croix-Rousse.

Ibrahim, gobelet rouge de café dans la main droite, est assis sur un banc de prière de la nef centrale. Il contemple dans le silence l'imposante bâtisse du 17e siècle qui l'entoure. Bonnet noir et bleu vissé sur la tête, ce Malien de 16 ans a passé plusieurs nuits ici. "Ce n'est pas parfait mais c'est bien mieux que de dormir dehors", nous raconte-t-il.

Un migrant dans l'église Saint-Polycarpe, le 9 décembre 2025, à Lyon. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

Si l'Église a autorisé leur présence, les règles sont strictes. Il est interdit de manger dans l'enceinte du bâtiment, les jeunes migrants doivent attendre 18h pour rentrer et les lieux doivent être rangés et évacués à 9h le lendemain.

Assis sur le parvis de l'église, Junior, un jeune angolais, profite aussi du répit que lui procure ce lieu. Il a déjà installé son matelas et sa couverture et souffle quelques minutes dehors avant d'aller se coucher. "Je me sens un peu bien ici. La nuit ici, c'est mieux que dehors, mieux que le campement", concède-t-il également. Quotidiennement, il se lève à 6h pour se rendre au collège où il est scolarisé.


Junior, un jeune migrant angolais, à Lyon, le 9 décembre 2025. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

Malgré tout, l'inquiétude taraude ces jeunes qui attendent désespérément de faire reconnaître leur minorité. Après un premier rejet, ils ont fait appel et attendent aujourd'hui la réponse du juge des enfants.

"On ne va pas rester ici longtemps. J'espère un jour être mis à l'abri", souffle Junior. Comme lui, environ 250 jeunes attendent une réponse à leur recours. Mais tous n'ont pas trouvé refuge dans l'Église du quartier. La grande majorité - originaires d'Afrique subsaharienne - sont livrés à eux-mêmes dans un campement de la ville.

A lire aussi
"Comment la France peut nous abandonner de cette manière ?" : à Rennes, 300 migrants vivent dans un des derniers campements informels de France

"Ils sont complètement abandonnés des institutions"

Considérés ni comme mineurs, ni comme majeurs, dans l'attente d'une décision du juge, ce public ne peut prétendre ni à la prise en charge par l'aide sociale à l'enfance, ni aux dispositifs de l'État réservés aux majeurs. "Ils sont complètement abandonnés des institutions", tance le militant Cédric, dénonçant le fait qu'après les recours "les trois quarts des jeunes sont reconnus mineurs et ont donc passé des mois dans un campement atroce pour rien".

"Je ne veux pas retourner au camp, c'est inhumain de vivre là-bas", ajoute à son tour Ibrahim, qui attend depuis 4 mois la réponse à son recours. "On dort avec des rats. On mange très peu. Là-bas, même se laver est un défi".

Et pour cause, les conditions de vie sont rudes. Derrière les grilles du parc, des dizaines de tentes surélevées grâce à des palettes de bois s'alignent. Certaines sont recouvertes d'une couverture, seule solution pour gagner quelques degrés alors que l'hiver commence à s'installer. Et entre les toiles, les rats pullulent.

Un migrant dans sa tente dans le camp du jardin des Chartreux, à Lyon, en France, le 9 décembre 2025. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

"On meurt de froid dans les tentes alors que le froid ne va faire que s'intensifier. Il y a des rats partout, on ne peut même pas laisser sa tente ouverte sinon les rats vont rentrer", raconte Laye, un Guinéen de 16 ans. Et d'ajouter : "Je ne vous raconte pas quand il pleut. Ça coule partout. Les tentes deviennent humides et on vit dans la boue".

A lire aussi
"Je me sens aimée" : aux portes de Paris, un lieu dédié aux jeunes filles mineures "en mode survie"

À ses côtés, son "voisin", Drame, partage les mêmes problèmes. Lui, comme de nombreux autres jeunes, est scolarisé. "Mais comment voulez-vous qu'on avance dans ces conditions ? Comment réussir l'école quand on vit ici ?", interroge-t-il blotti dans sa doudoune rouge. Ce mardi, l'association Muslim Hands est venue distribuer un repas chaud, un fruit et un dessert aux migrants. "Le reste du temps, c'est un peu le hasard qui décide quand on mange", raconte le Guinéen. Il a déposé son recours il y a sept mois maintenant. "J'ai vraiment l'impression que l'on nous a oubliés", confesse celui qui voudrait travailler plus tard dans l'électricité.

"Santé physique et psychique très dégradée"

Pour certains, l'attente, et donc le temps passé dans le campement, dure depuis le mois de janvier. Presqu'un an. Ainsi, la vie s'est organisée dans le camp. Quelques migrants discutent autour d'un feu improvisé sous une tonnelle. Plus loin, un jeune homme agrippe une tondeuse et commence à couper les cheveux de son ami qui surveille le travail à l'aide d'un miroir. Et

sous une grande tente blanche dont le sol a été recouvert de tapis, deux jeunes hommes prient dans ce qui a été improvisé comme une mosquée.

Le camp du jardin des Chartreux, à Lyon, le 9 décembre 2025. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

Lors d'une visite ici en octobre dernier, Médecins sans frontières et Utopia 56 avaient dénoncé une "crise humanitaire" et alerté sur "la santé physique et psychique très dégradée" de ses occupants. "Évidemment que les gens sont démoralisés, on m'a dit qu'un recours durait 2/3 mois, ça fait 4 mois que j'attends et je n'en peux plus. Imaginez un peu la détresse de ceux qui attendent depuis un an", raconte Ibrahim, exténué.

A lire aussi
Les mineurs, grands oubliés des politiques migratoires européennes

Face à la situation qui dure depuis plusieurs années, un lieu - baptisé La Station – a été ouvert par l'association Le Mas avec l'aide de la Métropole de Lyon et la préfecture. Depuis 2020, il permet d'accueillir 102 jeunes en recours pour faire reconnaitre leur minorité.

"On héberge et fournit un accompagnement en termes de santé et de scolarité jusqu'à ce que ces personnes obtiennent une réponse à leur recours", explique à InfoMigrants Marianne Colovray, responsable du pôle Urgence de l'association, précisant que 660 mineurs ont été accueillis dans cette structure dont la durée de séjour moyen est de 10 mois. Et finalement, "environ 75% des migrants sont reconnus mineurs à l'issue du processus", précise cette même source. Un autre centre de 40 places a été ouvert fin 2025 par la maire suite à une opération de mise à l'abri.

Des pancartes devant l'église Saint-Polycarpe à Lyon, le 9 décembre 2025. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

"On demande davantage de lieux comme la Station", réclame le collectif d'aide aux migrants. Fin novembre, avant que les exilés décident de pénétrer dans l'église, une réunion a eu lieu avec la mairie et la préfecture "mais aucune solution n'a été présentée", regrette Cédric.

De leur côté, la métropole de Lyon et la préfecture, interrogées par Libération, se dédouanent. Dans l’attente d’un rendez-vous chez le juge des enfants, ces migrants "sont reconnus majeurs" et "relèvent de la compétence de l’État", estime la première. Tandis que la seconde rappelle la compétence de protection de l’enfance de la Métropole : "C’est compliqué de se positionner s’ils sont mineurs [leur prise en charge ne dépend pas de la préfecture]. S’il s’agit de personnes majeures en situation irrégulière, c'est l’Office français de l’immigration et de l’intégration qui peut les recevoir pour évaluer leur situation, déposer une demande d’asile ou proposer une aide au retour". Désabusé, Cédric résume : "Tout le monde se renvoie la balle".